

Ecrit par le 2 juillet 2026

Journée des micros, petites et moyennes entreprises 2026 : quelles évolutions pour l'environnement économique des TPE & PME ?



À l'occasion de la journée du 27 juin 2026, dédiée aux acteurs qui constituent le cœur du tissu économique français et européen, [le site internet Vie publique](#) de la Direction de l'information légale et administrative (Dila) revient sur les principales actualités impactant les entreprises : évolution du travail le dimanche et de nuit, mutations du commerce mondial, recul de l'industrie manufacturière, renforcement de la sécurité économique européenne, simplification du droit des affaires ou encore souveraineté numérique. Autant de sujets stratégiques qui dessinent les défis et les opportunités auxquels les TPE, PME sont confrontées.

Travail le dimanche et travail de nuit : quelles évolutions en 2025 ?

Les services statistiques du ministère du travail (Dares) ont publié deux études : l'une sur le travail le dimanche et l'autre sur le travail de nuit en 2025. Ces deux études permettent d'observer les évolutions dans les pratiques professionnelles ainsi que les secteurs et les personnes les plus concernés par ces horaires de travail atypiques. [En savoir plus](#)

Ecrit par le 2 juillet 2026

Commerce mondial : démondialisation ou nouvelle mondialisation ?

Fragmentation, démondialisation ou passage à une nouvelle mondialisation ? Si le commerce mondial est toujours dynamique, un tournant s'est produit en 2008. Les échanges internationaux ont trouvé une nouvelle trajectoire de croissance depuis mais, dans un contexte géopolitique dégradé, celle-ci est marquée par plus de protectionnisme. [En savoir plus](#)

Industrie : le secteur manufacturier européen et français en recul depuis 2020

La crise du Covid marque une rupture de tendance pour l'industrie manufacturière selon une étude de la Banque de France. La valeur ajoutée du secteur français tout comme celle de la zone euro, demeurent inférieures d'environ 8% à leur tendance pré-Covid. L'emploi manufacturier français, lui, est en hausse, traduisant une baisse de productivité. [En savoir plus](#)

UE : quelle stratégie pour renforcer la sécurité économique européenne ?

Diversifier les fournisseurs, limiter les influences étrangères dans les secteurs stratégiques, protéger la propriété intellectuelle... La Commission européenne a présenté, début décembre 2025, des pistes pour protéger davantage le tissu économique européen et sécuriser l'approvisionnement des entreprises en matières premières. [En savoir plus](#)

Code européen de droit des affaires : le « 28e régime » en quatre questions

Les entrepreneurs européens bénéficient de l'accès au marché unique européen. Dans la pratique, ceux qui opèrent dans plusieurs États membres sont confrontés à 27 réalités juridiques et administratives différentes. Le « 28e régime » est un cadre juridique qui permettra aux entreprises européennes de se voir appliquer un dispositif unique de règles. [En savoir plus](#)

Souveraineté numérique : comment limiter la dépendance aux géants du numérique ?

Navigateurs internet, outils bureautiques, réseaux sociaux, moteurs de recherche, hébergement de données... la quasi-totalité des couches structurantes du numérique sont contrôlées par des acteurs dominants, américains et chinois, sans réelle concurrence. Comment limiter cette dépendance ? [En savoir plus](#)

Transport ferroviaire : un bilan critique de l'ouverture à la concurrence

Un rapport du Sénat du 19 mai 2026 dresse un bilan « incertain » sur les finances publiques de l'ouverture à la concurrence du transport ferroviaire de voyageurs. Si la fin du monopole a permis une baisse des coûts budgétaires, les rapporteurs pointent l'absence de cadre et un certain nombre de risques non anticipés. [En savoir plus](#)

Droits de douane : où en est l'accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis ?

Le 27 juillet 2025, l'Union européenne et les États-Unis ont conclu un accord commercial qui prévoit des droits de douane sur les exportations européennes vers les États-Unis et une suppression des droits européens. Rapidement mis en œuvre côté américain, le processus a été plus long en Europe. Un compromis provisoire a été trouvé en mai 2026. [En savoir plus](#)

Taxer les émissions des ménages ou des entreprises : quels effets ?

La taxation des émissions de gaz à effet de serre affecte les ménages à hauteur de leurs émissions

Écrit par le 2 juillet 2026

directes (voiture, chauffage...) ou indirectes (biens et services consommés). Les entreprises y sont soumises aussi si leur production ou leurs intrants sont carbonés. Les effets de cette taxation sont-ils pour autant identiques ? Le point avec l'Insee. [En savoir plus](#)

Comment est déterminé le prix d'un bien ou d'un service sur un marché ?

La formation des prix se fait à deux niveaux distincts : au niveau de l'entreprise (le producteur) et à celui du marché du produit concerné. Au niveau de l'entreprise, la détermination du prix d'un bien ou d'un service dépend de plusieurs variables internes et externes. Au niveau du marché, le prix final est celui qui égalise l'offre et la demande. On parle du prix d'équilibre. [En savoir plus](#)

Libre-échange et protectionnisme : quelles différences ?

Le libre-échange défend l'ouverture au commerce international en supprimant les barrières à la circulation des marchandises et des capitaux. L'augmentation de la concurrence et de la taille des marchés est censée favoriser l'innovation et l'investissement tout en réduisant les coûts pour les consommateurs.

Le protectionnisme consiste au contraire à mettre en place des droits de douane, des quotas d'importation ou encore des normes spécifiques pour diminuer les importations. Il vise à favoriser les entreprises et travailleurs nationaux mais il peut, au final, pénaliser les consommateurs, l'investissement et l'innovation. [En savoir plus](#)

Proposition de loi visant à relancer les investissements dans le secteur de l'hydroélectricité pour contribuer à la transition énergétique

Afin de relancer les investissements dans la filière hydroélectrique, le texte traduit un accord de principe trouvé avec la Commission européenne en août 2025. Il crée un régime d'autorisation pour l'exploitation de l'énergie hydraulique et ouvre 40% des capacités hydroélectriques françaises aux entreprises concurrentes d'EDF. [En savoir plus](#)

Loi du 23 avril 2026 visant à instaurer une procédure simplifiée de recouvrement des créances commerciales incontestées

La loi crée une nouvelle procédure déjudiciarisée permettant le recouvrement simplifié des créances commerciales non litigieuses. [En savoir plus](#)

Loi du 23 février 2026 relative à la confidentialité des consultations des juristes d'entreprise

La loi instaure la confidentialité des consultations des juristes d'entreprise. Ce « legal privilege » existe déjà dans d'autres pays. Cette confidentialité ne vaudra pas en matière pénale et fiscale. Les juges pénaux ou l'administration fiscale pourront toujours accéder aux documents de l'entreprise. [En savoir plus](#)

Interview de M. Serge Papin, ministre des Petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat, du tourisme et du pouvoir d'achat, à France 2 le 22 mai 2026, sur la prime carburant versée par les entreprises et la critique de la politique menée par le secteur de la distribution. [En savoir plus](#)

Ecrit par le 2 juillet 2026

Comment les entreprises se réinventent

Nouveau rapport au travail, transition écologique, IA : quelles mutations pour l'entreprise ? [En savoir plus](#)

Rendez-vous en 2036 ?



Dix ans déjà que 'Le Vacluse en chiffres' existe. En une décennie, cet atlas de notre département a su devenir la référence statistique de notre territoire. Un 'mode d'emploi' du Vacluse qui n'aurait jamais vu le jour sans nos confrères d'Éco Savoie Mont-Blanc qui ont initié ce concept il y a près de 20 ans.

Intelligence collective

Le Vacluse en chiffres est issu de cette intelligence collective rappelant qu'une bonne idée, même venant d'ailleurs, reste une très bonne idée. Bien sûr, nous ne nous sommes pas contentés de reproduire

Écrit par le 2 juillet 2026

ce support. Nous avons su l'adapter aux spécificités de notre département en multipliant les échanges avec les équipes de statisticiens d'éco Savoie. Un enrichissement mutuel qui a autant profité à l'évolution de nos deux hors-série annuels qu'à la dizaine d'autres 'Département en chiffres' ayant essaimé en France depuis. En 10 ans, Le Vaucluse en chiffres s'est épaissi. Depuis 2016, il compte 50 pages de plus, une dizaine de rubriques et des centaines de données supplémentaires. Tout cela n'aurait bien évidemment pas été possible sans l'appui indéfectible de nos annonceurs. Des partenaires qui, au-delà de faire la promotion de leur propre notoriété, ont aussi fait le choix de soutenir l'image du Vaucluse grâce à ce formidable outil de marketing territorial. Une volonté de jouer collectif dont nous devrions tant nous inspirer tous.

Une bonne idée venant d'ailleurs, reste une bonne idée.

Laurent Garcia

Casser la voix

Promis, cette année, pas d'éditorial sur les incohérences de notre territoire. Cela fait, là-aussi, 10 ans que nous nous évertuons à énumérer les freins administratifs (3 départements, 2 régions, 2 zones scolaires...) au développement de notre principal bassin de vie. Inutile donc de répéter à nouveau ces évidences connues de tous mais toujours ignorées par nos élus qui semblent plus que jamais vouloir préserver notre machine à créer de la pauvreté. Ayons tout de même le secret espoir que les élections municipales puissent changer la donne en laissant place à une nouvelle génération d'élus. Une nouvelle génération d'élus municipaux à qui l'on souhaite le meilleur, surtout pour notre territoire. Idem, pour nos prochains élus consulaires. Plus que jamais en Vaucluse, il est temps que l'intérêt collectif prenne l'ascendant sur les intérêts personnels. En attendant, l'écho du mardi a su aussi évoluer depuis le lancement de son hors-série annuel. En 10 ans, notre média a profité de son agilité pour devenir le premier journal d'annonces légales de France à arrêter définitivement sa version papier pour basculer entièrement sur le numérique début 2021. Depuis, le plus vieux journal de Vaucluse a battu record d'audience sur record d'audience passant de près de 330 000 visites en 2020 à plus de 1 560 000 en 2025.

L'indépendance à un prix

être un artisan de l'information n'a pas que des avantages cependant. Certes, cela facilite la célérité dans la prise des décisions, mais cela ne permet pas forcément de disposer des moyens sur lesquels peuvent compter nos grands confrères. L'indépendance a un prix : celui de ne pas savoir de quoi sera fait son avenir sur le long terme. Aujourd'hui, l'écho du mardi est à la croisée des chemins. Il en a l'habitude depuis sa naissance en 1839 à Apt. Notre média s'appelait alors Le Mercure Aptésien avant de changer de nom à travers le temps : Les Affiches Avignonaises en 1886, Le Bulletin du Palais en 1924, Debout la France en 1944, Les Petites Affiches en 1945... Nous sommes les héritiers de cette riche histoire de la presse vauclusienne. A nous, et aussi peut-être à vous un peu, de tout faire pour vous redonner rendez-

Ecrit par le 2 juillet 2026

vous dans 10 ans.

Laurent Garcia
rédacteur en chef
L'Echo du Mardi

Écrit par le 2 juillet 2026

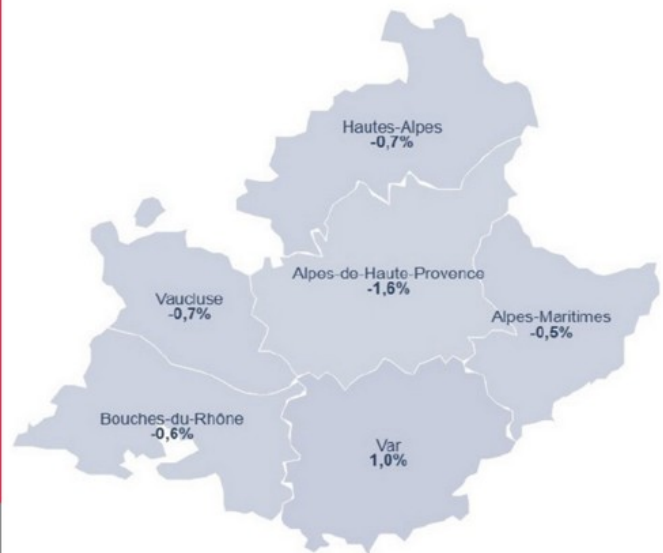
The image shows the cover of a special anniversary issue of the publication 'l'echo du mardi'. The cover is primarily dark blue with gold and white text. At the top left, the logo 'l'echo du mardi' is displayed in white and gold, with the website 'www.echodumardi.com' below it. The central focus is the large gold text '10 ANS'. Below this, the title 'LE VAUCLUSE EN CHIFFRES' is written in white, followed by 'ÉDITION 2026' in white and gold. Three categories are listed with icons: 'CONJONCTURE Le Vaucluse à la loupe', 'INTERVIEW Analyses et prospectives', and 'STATISTIQUES Radiographie du territoire'. At the bottom, a dark blue banner contains the text 'HORS-SÉRIE ANNIVERSAIRE' and '2016-2026' in white.

[se procurer l'édition 2026 gratuitement*](#)

Ecrit par le 2 juillet 2026

*hors frais d'envoi

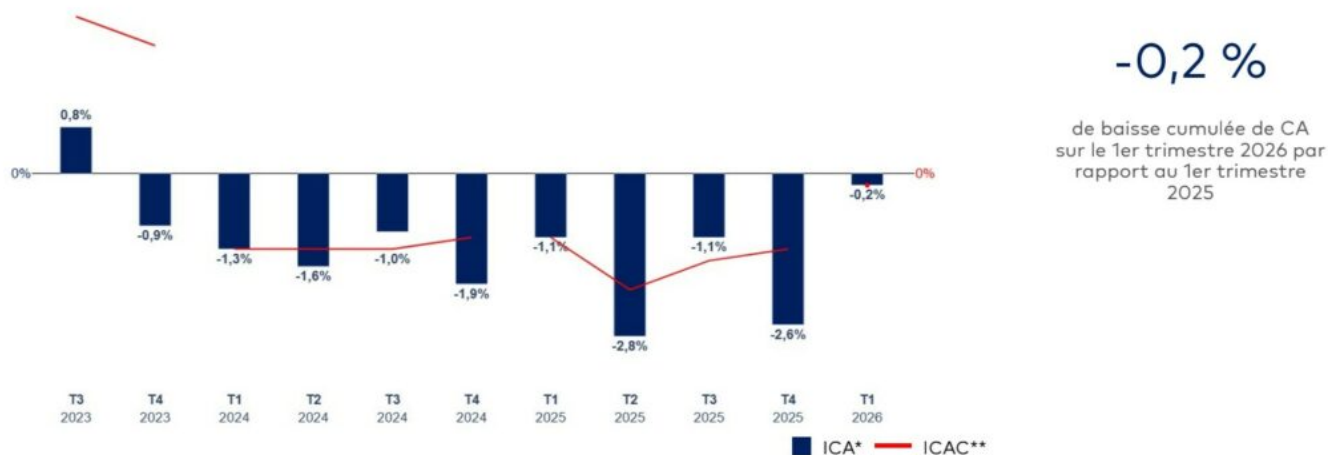
L'économie vauclosienne en recul au 1er trimestre 2026



[Le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) vient de dévoiler le baromètre sur l'activité des TPE-PME au 1^{er} trimestre 2026. Les résultats pour la Région Sud ne sont pas bons, y compris pour le Vaucluse, et les perspectives dans un contexte international incertain restent préoccupantes.

« Au premier trimestre 2026, les TPE-PME de Provence-Alpes-Côte d'Azur affichent des résultats en demi-teinte, explique [le Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur](#) dans le baromètre régional qu'il vient de dévoiler. Leur chiffre d'affaires marque un léger repli de 0,2% en valeur sur la période. Si janvier avait amorcé un signal encourageant, février et mars ont inversé la tendance, avec une baisse qui s'est accentuée en fin de trimestre. »

Ecrit par le 2 juillet 2026



*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés.

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

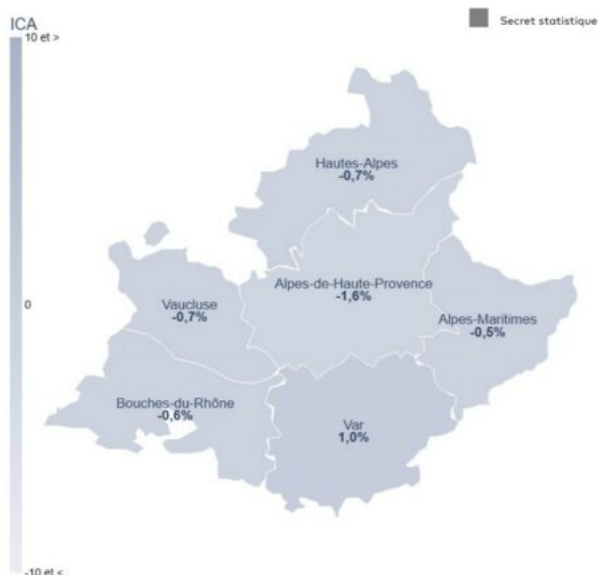
La région Sud à la traîne

La région se classe au 12^e rang national, avec une performance inférieure de 0,6 point à la moyenne française, qui s'établit à +0,4 % de chiffre d'affaires. Les Alpes-de-Haute-Provence accuse la plus forte baisse (-0,6%) tandis qu'à l'inverse, le Var enregistre une hausse de 1%. Dans le même temps, le Vaucluse affiche une baisse de -0,7%.

« Ce tableau est encore assombri par la montée des défaillances d'entreprises : selon le rapport Altares du premier trimestre 2026, elles ont progressé de 8,8%, portant leur nombre à 1 778 sur la région », constate par ailleurs le baromètre des experts-comptables de Paca.

Ecrit par le 2 juillet 2026

La carte de la région



Classement des régions selon l'ICA

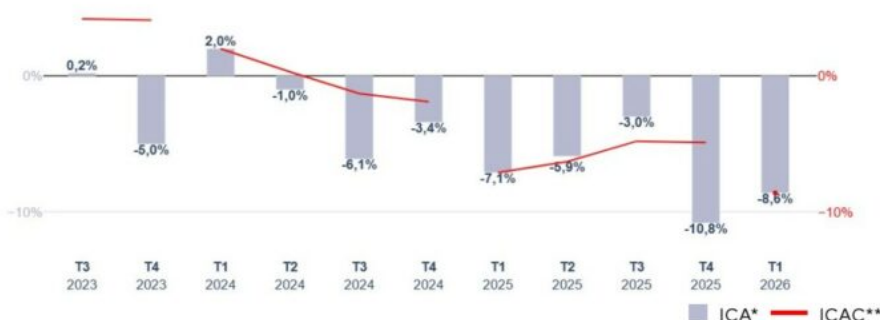
Territoire	ICA (Indice de chiffre)
La Réunion	4,5%
Normandie	1,1%
Auvergne-Rhône-Alpes	0,9%
Bourgogne-Franche-Comté	0,8%
Centre-Val de Loire	0,7%
Grand Est	0,4%
Pays de la Loire	0,3%
Ile-de-France	0,3%
Bretagne	0,2%
Hauts-de-France	0,1%
Occitanie	-0,1%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	-0,3%
Corse	-0,5%
Nouvelle-Aquitaine	-0,6%

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Le secteur CHR (Cafés hôtels restaurants) dans le dur

La restauration traditionnelle (-7,3%) et les débits de boissons (-8,6%, huitième trimestre consécutif de recul) sont en crise profonde, sous le double effet de la hausse des charges (énergie, loyer, salaires) et d'une consommation des ménages qui se réoriente vers des alternatives moins coûteuses. L'érosion du pouvoir d'achat les pousse à favoriser la restauration rapide, les boulangeries aux restaurants traditionnels.

Activité des débits de boissons en Paca



-8,6 %
de baisse cumulée de CA sur le
1er trimestre 2026 par rapport
au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Ecrit par le 2 juillet 2026

Activité dans la restauration traditionnelle en Paca



Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Le BTP et l'immobilier sous pression

Dans le même temps la maçonnerie recule de -3,6% au premier trimestre 2026, dans la continuité d'une longue série de trimestres négatifs. [La Capeb](#) confirme un recul d'activité de -1% en ce début d'année (après -1,5% au trimestre précédent), ce qui suggère une légère atténuation mais pas de redressement.

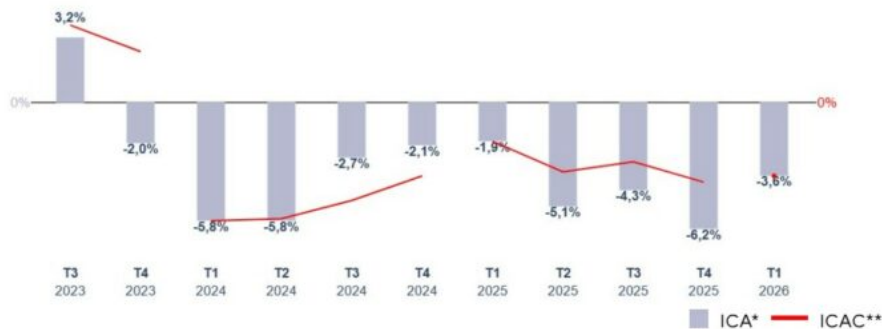
« Les entreprises les plus fragiles ont déjà disparu lors des trimestres précédents. »

Fait notable : le taux de défaillance des entreprises de maçonnerie baisse de 12% selon [Altares](#). Cela peut sembler paradoxal, mais s'explique probablement par un effet de sélection. Les entreprises les plus fragiles ont déjà disparu lors des trimestres précédents.

La plomberie/installation gaz présente un recul plus modéré. Le chiffre d'affaires recule de -0,7%, ce qui en fait le corps de métier le moins touché parmi ceux suivis par la Capeb sur ce trimestre. Les prix continuent d'augmenter légèrement (+0,6% au 4^e trimestre 2025), soutenant partiellement le chiffre d'affaires en valeur.

Activité des travaux de maçonnerie générale et de gros œuvre de bâtiment en Paca

Ecrit par le 2 juillet 2026

**-3,6 %**

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Activité de travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux en Paca

**-0,7 %**

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Le secteur immobilier (voir ci-dessous) voit également son chiffre d'affaires baisser : -2,3% pour les agences. Même si les compromis de vente ont bondi de +36% au 1^{er} trimestre 2026, les taux immobiliers restent élevés (environ 3,22%) et la demande de crédit recule, ce qui ne favorise pas un rebond rapide de la construction. Les ménages ont tendance à reporter leurs projets immobiliers dans un contexte économique incertain et marqué par la crise au Moyen-Orient.

Activité des agences immobilières en Paca

Ecrit par le 2 juillet 2026



-2,3 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

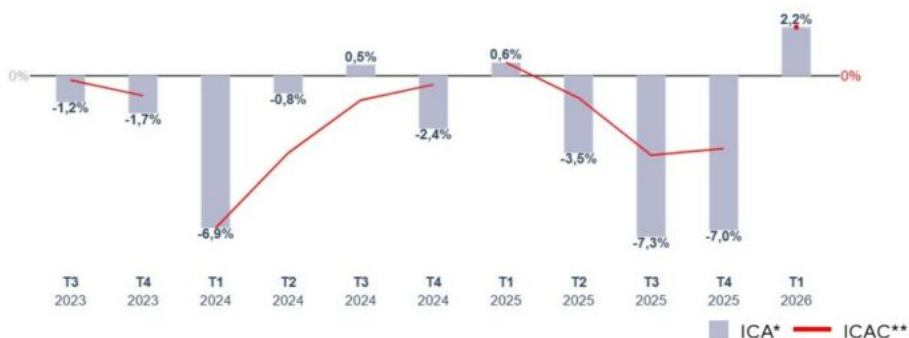
Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Résistance du transport routier, des pharmacies et de l'aménagement paysager

« Les transports de fret de proximité (+2,2%, avec une baisse des défaillances de -17%), les pharmacies (+0,8%), les services paysagers (+1%) et la réparation automobile (+0,4%, portée par le vieillissement du parc et la hausse du panier moyen) tirent leur épingle du jeu, observe le baromètre. Toutefois, des nuances sont à apporter. Côté transports routiers, la forte hausse des prix des carburants consécutive au conflit au Moyen-Orient a logiquement impacté le secteur au 1er trimestre, avec un net repli de son activité. Dans ce contexte, les TPE-PME du secteur voient leurs marges fortement baisser, entraînant des tensions accrues sur leur trésorerie. »

Pour sa part, le secteur de l'entretien et de la réparation de véhicules enregistre, parallèlement à la stagnation de son chiffre d'affaires, une hausse de 4% des défaillances d'entreprises. »

Activité transports routiers de fret de proximité



+2,2 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Ecrit par le 2 juillet 2026

Secteur de l'entretien et de la réparation de véhicules automobiles légers en Paca



+0,4 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

« La dynamique pour les prochains mois est préoccupante : le recul s'est accentué en mars 2026 et le contexte international (conflit au Moyen-Orient, hausse de l'énergie, inflation qui repart à +2,2% en avril) laisse peu de marge de manœuvre pour un rebond rapide, explique [Nicolas Férand](#), président du Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables Paca. Le deuxième trimestre dominé par un temps maussade n'arrangera pas l'activité du secteur CHR, déjà au plus mal. Dans ce climat dégradé, la prudence reste de mise. »

Ecrit par le 2 juillet 2026



Nicolas Férand. Crédit : LinkedIn/DR

« La dynamique pour les prochains mois est préoccupante. »

Nicolas Férand, président du Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables Paca

Facturation électronique : une opportunité pour moderniser les process administratifs ?

« La réforme de la facturation électronique, qui entre progressivement en vigueur à partir de septembre prochain, constitue également un tournant majeur pour les entreprises, poursuit Nicolas Férand. Au-delà de l'obligation réglementaire, c'est une opportunité pour moderniser les process administratifs, fiabiliser les données financières et améliorer le suivi de trésorerie en temps réel. Les entreprises qui anticipent cette transition prendront une longueur d'avance en matière d'organisation et de compétitivité. Nous sommes à leurs côtés pour les accompagner dans cette évolution. »

Laurent Garcia

Ecrit par le 2 juillet 2026

Activité des boulangerie et boulangerie-pâtisserie en Paca



-0,7 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Activité coiffure en Paca



-3,5 %

de baisse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Activité des services d'aménagement paysager en Paca

Ecrit par le 2 juillet 2026

**+1 %**

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Activité de commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé en Paca

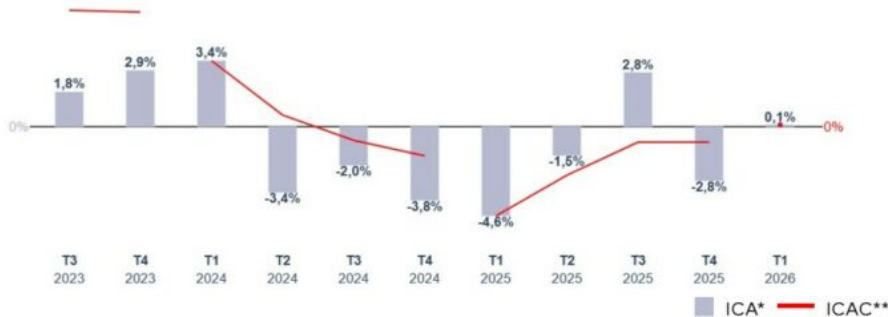
**+0,8 %**

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Activité de commerce de détail de viandes et de produits à base de viande en magasin spécialisé en Paca

Ecrit par le 2 juillet 2026



+0,1 %

de hausse cumulée de CA sur le 1er trimestre 2026 par rapport au 1er trimestre 2025

Baromètre sur l'activité des TPE-PME CROEC PACA

Et si vous mettiez votre expérience professionnelle au service de la justice et de l'économie locale ?

Écrit par le 2 juillet 2026



[Le Tribunal des activités économiques \(TAE\) d'Avignon](#) lance un appel à candidatures pour recruter de nouveaux magistrats consulaires.

« Chefs d'entreprise, commerçants, artisans ou cadres dirigeants, sont invités à mettre leur expérience au service de la justice consulaire et de l'économie locale, explique [la juridiction qui s'appelait encore Tribunal de commerce d'Avignon jusqu'au 1^{er} janvier 2025](#). Exercée à titre bénévole, cette fonction permet de s'engager concrètement au cœur de la vie économique : trancher les litiges entre professionnels, accompagner les entreprises en difficulté et contribuer à la préservation du tissu économique. Une mission utile, ancrée dans le réel. »

Un mandat de 2 ans accessible sans formation juridique préalable

Accessible sans formation juridique préalable, même si un vernis juridique constitue un atout appréciable et apprécié, elle repose avant tout sur l'expérience, la curiosité intellectuelle, le discernement, le sens des responsabilités, l'impartialité et l'intégrité. Une formation est assurée dès la première année par l'École nationale de la magistrature, puis tout au long du mandat.

Le mandat débute pour une durée de deux ans, puis peut être renouvelé par périodes de quatre ans, dans la limite de cinq mandats et jusqu'à l'âge de 75 ans. Il implique une présence régulière au tribunal et un travail personnel d'analyse et de rédaction.

Le tribunal recherche des femmes et des hommes engagés, désireux de donner du sens à leur parcours

Ecrit par le 2 juillet 2026

en contribuant à une mission essentielle de service public. L'intéressé(e) peut se porter candidat au sein du tribunal dans le ressort duquel est située son entreprise ou son activité, ou dans un tribunal d'un ressort limitrophe. Le candidat devra toutefois préalablement s'assurer qu'il satisfait aux conditions d'éligibilité pour devenir magistrat consulaire.

Expérience du monde des affaires requise

Toute personne intéressée est invitée à contacter par mail le président du tribunal sur prevention@greffe-tae-avignon.fr, lequel a mis en place une commission de recrutement, chargée d'accueillir les candidats, de leur expliquer en quoi consiste leur future mission, d'évaluer leur motivation et leurs compétences.

« La commission est particulièrement attentive à déceler chez les candidats la solidité de l'expérience vécue du monde des affaires, le bon sens et l'intégrité, précise le TAE d'Avignon. Aucun diplôme n'est exigé ; toutefois, la capacité d'approche juridique des problèmes et de rédaction constituent une promesse sérieuse d'adaptation et de réussite dans la fonction de juge. »

L.G.

Contact : mail au président du tribunal sur prevention@greffe-tae-avignon.fr

Les vacances de printemps s'adaptent aux réalités économiques

Ecrit par le 2 juillet 2026



En 2026, les vacances de printemps ne disparaissent pas, elles se transforment. Plus proches, plus courtes et plus de contraintes par le budget. Entre la hausse du carburant et un calendrier de mai exceptionnel, les Français privilégient désormais des escapades accessibles et flexibles plutôt que de longues vacances planifiées. Le tout en s'adaptant aux réalités économiques. Une tendance qui impacte le niveau de réservations dans le Sud et, dans une moindre mesure, le Vaucluse qui s'en tirent cependant mieux que l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

« Après une année 2025 dynamique, les réservations reculent cette année. Ce n'est pas un effondrement, mais c'est un vrai signal, constate [le site PAP](#) (de Particulier à particulier) dans sa dernière étude* sur les vacances de printemps 2026. Les Français ne renoncent pas complètement aux vacances de printemps. Ils les recalibrent : plus près, plus courtes, plus raisonnables. Entre la hausse du carburant et un mois de mai truffé de ponts, les arbitrages sont clairs. Et ils se lisent directement dans les chiffres. »

« Les destinations qui progressent le plus sont aussi les plus accessibles et les moins éloignées des grands bassins de population. »

Des réservations générales en baisse

Écrit par le 2 juillet 2026

Après une année 2025 en hausse de +4,4%), les réservations de vacances de printemps enregistrent un recul de 1,8% en 2026. Un léger repli qui ne traduit pas un désengagement des Français pour les vacances, mais plutôt une série d'arbitrages très concrets, dictés par le contexte économique et un calendrier de mai exceptionnel.

« La hausse du prix de l'essence pèse directement sur les arbitrages, explique de particulier à Particulier. Avec un prix du gazole au plus haut depuis au moins 1985, le budget transport redevient un critère décisif pour de nombreux ménages et en particulier les familles. »

Résultat : les destinations lointaines reculent, les séjours se raccourcissent et le choix se recentre sur ce qui est proche, simple et finançable. Cette pression économique se lit clairement dans la géographie des réservations. Les destinations qui progressent le plus sont aussi les plus accessibles et les moins éloignées des grands bassins de population.

↑ Top 5 des départements en hausse

Départements	Évolution 2026 vs 2025
1 - Loire-Atlantique (44)	+ 19,8 %
2 - Dordogne (24)	+ 16,7 %
3 - Calvados (14)	+ 15,2 %
4 - Morbihan (56)	+ 14,7 %
5 - Vendée (85)	+ 8,8 %

Crédit : PAP

Les destinations du sud à la traîne

À l'inverse, les destinations qui cumulent éloignement, tarifs élevés et coût de transport important enregistrent les baisses les plus marquées. La Côte d'Azur a de plus subi un début d'année particulièrement maussade, un paramètre que les vacanciers intègrent désormais dans leurs arbitrages. Quand le trajet coûte cher, la météo se doit d'être au rendez-vous.

Cette 'désaffection' s'étend à l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur qui affiche une baisse moyenne des réservations pour ces vacances de printemps de l'ordre de -13,1%. Au niveau départemental, le Vaucluse s'en tire cependant un peu mieux avec une baisse de -5,9%. Chez nos voisins, le Gard est davantage touché (-8,7%) alors que des destinations plus économiques comme la Drôme (-2,9%) et surtout l'Ardèche (-1,4%) limitent davantage les dégâts.

Ecrit par le 2 juillet 2026

📌 Top 5 des départements en baisse

Départements	Évolution 2026 vs 2025
1 - Alpes-Maritimes (06)	- 20,4 %
2 - Pyrénées-Atlantiques (64)	- 16,5 %
3 - Charente - Maritime (17)	- 13,4 %
4 - Hérault (34)	- 12,8 %
5 - Var (83)	- 12,3 %

Crédit : PAP

Mai 2026 : des ponts qui remplacent les vacances ?

« Le calendrier joue aussi un rôle décisif, complète l'étude de PAP. Entre Pâques, le 1er mai, le 8 mai et le week-end de l'Ascension, les week-ends prolongés s'enchaînent et les Français en profitent... mais autrement. Plutôt que de poser une semaine entière, beaucoup préfèrent opter pour les courts séjours, d'autant que le télétravail permet désormais d'étirer facilement un pont de quelques jours. Au final, moins de grandes escapades, davantage de formats courts, souples et compatibles avec un budget contraint. »

Les réservations en Espagne chutent de près de 10%

Les réservations vers l'étranger reculent de -5,7%, et l'Espagne (destination européenne de choix pour les Français) chute de -9,5%, observe l'étude de PAP. Un repli qui illustre bien l'impact du contexte actuel sur les arbitrages des vacances. Ici, le billet d'avion vient aussi peser dans la balance. Depuis le début du conflit au Moyen-Orient, le prix du kérosène a littéralement explosé (de 88\$ le baril en début d'année à 116\$ aujourd'hui), un coût qui est mécaniquement répercuté sur les nouvelles réservations. Et quand le directeur général de l'IATA (principale association mondiale de compagnies aériennes) annonce, courant mars, des hausses de prix 'inévitables', les voyageurs, eux, entendent bien le message... »

La montagne joue les prolongations

Enfin constate Particulier à Particulier : « Portée par un enneigement abondant et prolongé, y compris dans les massifs de moyenne montagne, la montagne progresse de 5% ce printemps. Une bonne nouvelle pour les skieurs, qui bénéficient cette année d'une fenêtre de tir bien au-delà des vacances d'hiver. À cela s'ajoute un argument de poids : en avril, les tarifs d'hébergement et de forfaits sont sensiblement plus accessibles qu'en haute saison. »

L.G.

**Méthodologie : Étude basée sur 16 596 demandes de réservations effectuées pour la période du samedi 4 avril 2026 au lundi 4 mai 2026 inclus, comparées aux réservations effectuées pour les vacances de printemps 2025*

L'économie régionale ralentit, mais résiste mieux que celle de l'Hexagone



L'Insee Paca vient de publier la synthèse annuelle économique régionale 2025. Réalisée par Julie Argouarc'h et Corinne Roche, cette étude constate notamment que dans la région, l'activité économique décélère, tout en demeurant supérieure au niveau national. La croissance de l'emploi ralentit également et le taux de chômage remonte à 8,4 % fin 2025 après le point bas de 2024. Dans ce contexte, les zones d'emploi de Vaucluse affichent les plus mauvais taux de la région. Toutefois, au niveau régional les dépôts de bilan d'entreprises diminuent après trois années de forte hausse et l'encours de crédits bancaires repart à la hausse.

« En 2025, l'économie française, malgré les incertitudes politiques, profite de la reprise européenne, expliquent Julie Argouarc'h et Corinne Roche dans la synthèse annuelle économique régionale 2025 que vient de publier [l'Insee Paca](#). La croissance a atteint +0,9% en 2025, soit quasiment autant qu'en 2024 (+1,1%). La croissance est notamment soutenue par la demande publique. L'investissement des entreprises et des ménages se redresse à la faveur des baisses de taux d'intérêt. Le climat des affaires

Ecrit par le 2 juillet 2026

reste sous sa moyenne de longue période alors que le climat de l'emploi continue de se dégrader légèrement et le taux de chômage augmente. Du côté des ménages, le pessimisme perdure. »

« Provence-Alpes-Côte d'Azur se distingue en 2025 comme la seule région de France métropolitaine où le volume d'heures rémunérées du secteur privé croît encore. »

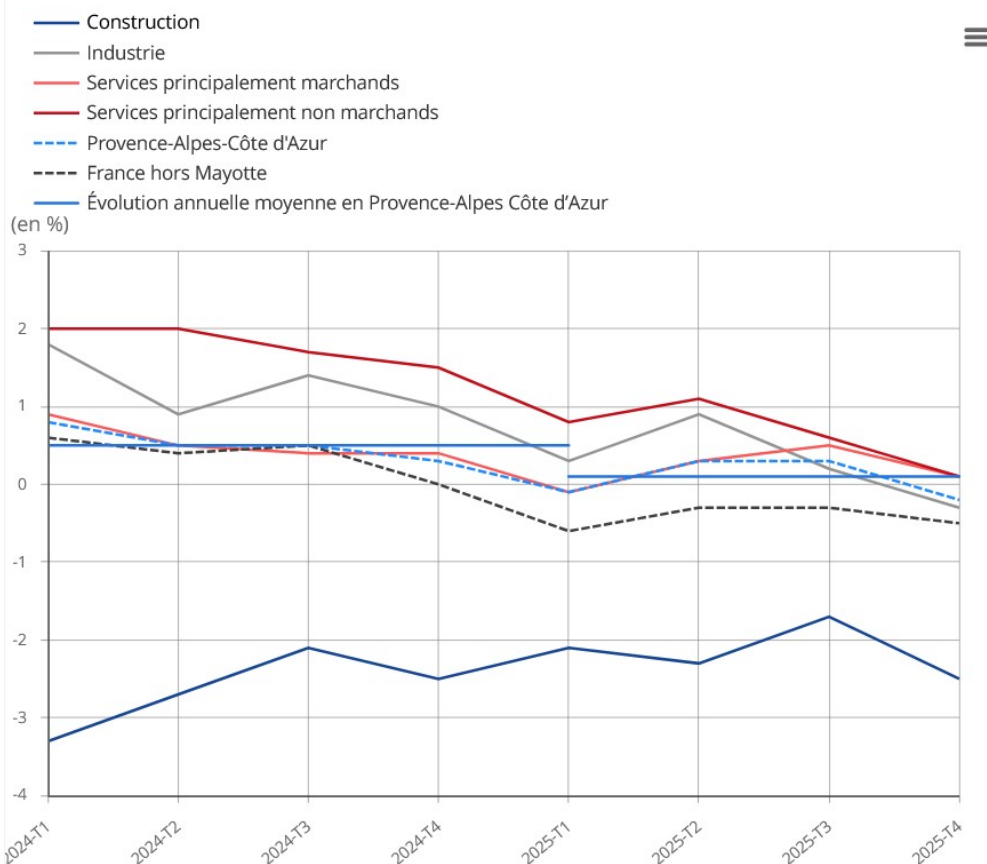
« Dans ce contexte, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'activité économique dans le secteur privé mesurée par les heures rémunérées s'est stabilisée à +0,1% en 2025, après une hausse de 0,5 % en 2024, poursuivent les auteures de cette étude baptisée '[Une économie régionale résiliente : croissance économique stabilisée, emploi en légère hausse](#)'. Malgré un ralentissement généralisé depuis trois ans, Provence-Alpes-Côte d'Azur se distingue en 2025 comme la seule région de France métropolitaine où le volume d'heures rémunérées du secteur privé croît encore légèrement sur un an. En effet, sur l'ensemble de la France (hors Mayotte), il marque le pas (-0,4% en 2025). Cette dynamique régionale était déjà plus soutenue qu'au niveau national en 2024 (+0,5 % contre +0,3%). »

A noter que fin 2025, c'est en Vaucluse (-0,8%) et dans les Alpes-de-Haute-Provence (-0,9%) que l'on enregistre les plus fortes baisses trimestrielles des heures rémunérées.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Figure 1a – Évolution trimestrielle des heures rémunérées par rapport au même trimestre de l'année précédente

a. Par secteur d'activité



Note : Ensemble des heures rémunérées des salariés y compris les heures supplémentaires ainsi que les absences pour lesquelles le salarié est rémunéré. Le dernier trimestre est provisoire.

Champ : Provence-Alpes-Côte d'Azur, secteur privé hors secteur agricole.

Source : DSN - traitement Insee.

Tous les secteurs sont concernés par la décélération

« La décélération de l'activité en Provence-Alpes-Côte d'Azur concerne tous les secteurs, constatent les travaux de Julie Argouarc'h et Corinne Roche. Le fléchissement est particulièrement marqué dans le secteur industriel : +0,3% en 2025 après +1,3%. Notamment, la croissance dans la fabrication de matériels de transport qui portait jusqu'à présent ce secteur ralentit fortement (+1,2% après +3,6%). La cokéfaction-raffinage se retourne, passant d'une hausse de 4,1 % à une baisse de 2,8 %. Au niveau national, la baisse de l'activité du secteur industriel mesurée par les heures rémunérées se poursuit : -0,5% en 2025, après -0,2% en 2024.

Dans le tertiaire marchand, l'activité ralentit, à +0,2% en 2025, après +0,5% en 2024. Sa croissance est soutenue par le transport-entreposage qui repart à la hausse (+0,8% en 2025 après 0,0%) et par l'hébergement-restauration (+2,5% après +1,9%). Les activités immobilières sont toujours en retrait (-2,1%, après -3,2%). Dans l'information et communication et les autres activités de services (activités

Ecrit par le 2 juillet 2026

artistiques, associatives, loisirs, ménages, activités extra-territoriales...), la tendance s'inverse (respectivement -1,2%, après +1,9% et -1,3%, après +2,5%). »

« La construction reste en difficulté en 2025. »

« Au niveau national, le tertiaire marchand recule en 2025 (-0,4% après +0,7% en 2024). L'activité du tertiaire non marchand privé reste dynamique en 2025, avec une progression de 0,7% dans la région, mais elle est également en retrait par rapport à 2024 (+1,8%). Cette dynamique est similaire à celle observée au niveau national (+0,5% en 2025 après +1,6% en 2024). La construction reste en difficulté en 2025, poursuivant la tendance négative engagée en 2023, tant en Provence-Alpes-Côte d'Azur qu'au niveau national. Dans la région, les heures rémunérées du secteur reculent de 2,1%, après -2,7% en 2024. En France (hors Mayotte), la baisse dans ce secteur ralentit également : -1,7% après -2,6% en 2024. »

Logements et locaux non résidentiels autorisés et logements commencés

Territoire	Logements autorisés		Logements commencés		Locaux non résidentiels autorisés	
	Nombre de logements en 2025	Évolution 2024-2025 (en %)	Nombre de logements en 2025	Évolution 2024-2025 (en %)	Surfaces autorisées en 2025	Évolution 2024-2025 (en %)
Alpes-de-Haute-Provence	1 200	50,0	700	16,0	85 200	30,1
Hautes-Alpes	1 200	-7,7	1 000	-9,0	78 600	-52,5
Alpes-Maritimes	4 400	-15,4	4 400	18,0	247 100	61,3
Bouches-du-Rhône	11 000	10,0	8 300	7,0	1 455 400	-25,5
Var	6 200	-1,6	4 700	17,0	360 800	-9,3
Vaucluse	3 800	72,7	2 100	-8,0	302 700	-69,5
Provence-Alpes-Côte d'Azur	27 900	8,1	21 200	9,8	2 529 800	-26,3
France	380 800	15,6	279 700	7,1	37 745 100	-19,5

Source : SDES, Sitadel.

Entreprises : rythme soutenu pour les créations et défaillances en baisse

Malgré la quasi-stagnation des heures rémunérées, le dynamisme entrepreneurial se poursuit. Après une hausse en 2024 (+2,9%), les créations d'entreprises poursuivent leur progression en 2025, à un rythme plus soutenu (+6,0%). La croissance est supérieure à celle de la France (+4,9%). Cela représente 112 600 entreprises nouvellement créées en Provence-Alpes-Côte d'Azur dans l'ensemble des secteurs marchands non agricoles. Les évolutions par secteur sont très variables. Les hausses s'échelonnent de 0,7% dans l'industrie à 8,8% dans le secteur des services aux entreprises. Ce dernier secteur concentre 37% des créations d'entreprises. Les micro-entrepreneurs dominent ces immatriculations et représentent deux-tiers des créations dans la région. Le nombre de nouveaux micro-entrepreneurs croît de 7,8% sur un an, un peu plus qu'au niveau national (+5,9%). Les créations de sociétés pèsent quant à elles pour un quart dans les créations d'entreprises. Leur croissance est comparable à celle du niveau national

Ecrit par le 2 juillet 2026

(respectivement +5,6% et +5,9% sur un an). Le nombre de créations est de 29% supérieur à son niveau d'avant crise sanitaire. À l'inverse, les créations d'entreprises individuelles (hors micro-entrepreneurs), moins nombreuses (moins d'une création sur dix), poursuivent leur recul, avec une évolution de -5,9% en 2025 après -4,7% en 2024. La baisse est plus marquée qu'au niveau national (-4,1%). »

Les défaillances baissent après trois années de forte hausse

Côté défaillance, entre janvier et décembre 2025, 6 400 entreprises de la région ont fait l'objet d'une liquidation financière judiciaire. « Le nombre de défaillances en région repart à la baisse (-6,0% par rapport à 2024) après trois années de forte hausse. Au niveau national, la croissance des défaillances ralentit fortement (+3,5% après +17,7%). En Provence-Alpes-Côte d'Azur, leur nombre avait plus que doublé entre 2021 et 2024, 2021 étant un point bas en lien avec les mesures de soutien lors de la crise Covid. Malgré la baisse, le niveau des défaillances se maintient au-dessus de celui d'avant la crise sanitaire (+22% par rapport à 2019). La baisse des défaillances est visible dans la majorité des secteurs, à l'exception de l'agriculture, sylviculture et pêche (+3,6%), du transport-entrepôt (+4,7%) et des secteurs de l'enseignement, santé, action sociale et services aux ménages (+14,0%). La construction connaît la plus forte baisse des défaillances (-14,3%) après trois années de forte hausse. Le niveau des défaillances reste 18 % au-dessus de celui pré-covid. Ce secteur compte pour un peu plus d'une défaillance sur cinq dans la région. Le nombre de défaillances dans le commerce diminue à peu près au même rythme qu'au niveau régional (-6,5% après +15,8% en 2024), ce secteur pèse pour un cinquième du total des défaillances. Les secteurs des services aux entreprises ainsi que de l'hébergement-restauration connaissent une baisse du même ordre (respectivement -6,2% après +18,6% en 2024 et -6,6% après +17,3%). »

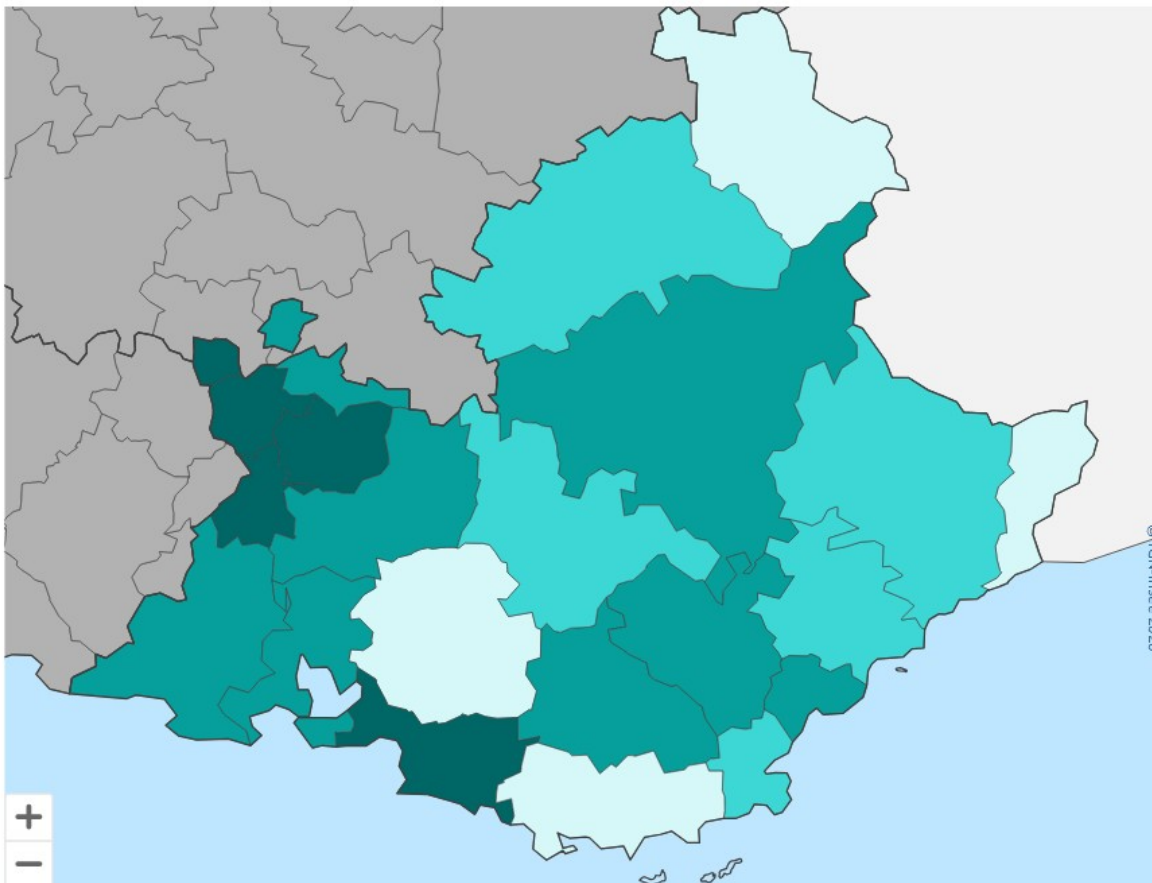
Chômage : le Vaucluse reste le mauvais élève

Côté emploi, le taux de chômage régional augmente en 2025 après quatre années de baisses dues à la progression continue de l'emploi suite à la crise sanitaire. Fin 2025, le taux de chômage s'établit à 8,4% de la population active, soit une hausse de 0,7point de pourcentage par rapport à fin 2024.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Taux de chômage (en %)

- 9,3 ou plus
- de 8,2 à moins de 9,3
- de 6,9 à moins de 8,2
- moins de 6,9



© IGN-Insee 2026

Note : Parties régionales des zones d'emploi.

Source : Insee, taux de chômage localisés.

L'écart avec le taux de chômage en France a été divisé par deux entre fin 2019 et fin 2025 : en France, le taux de chômage s'élève à 7,9% fin 2025 (+0,6 point sur un an). Le taux de chômage de Provence-Alpes-Côte d'Azur reste toutefois le troisième plus élevé des régions de France métropolitaine fin 2025, après les Hauts-de-France (9,5 %) et l'Occitanie (9,4 %). La hausse du taux de chômage en 2025 s'observe dans toutes les zones d'emploi de la région. Elle est la plus forte dans celle de Carpentras (+1,0 point fin 2025 sur un an) et dans la partie régionale de celle d'Avignon (+1,1 point) où les taux de chômage sont par ailleurs les plus élevés de la région (respectivement 10,4 % et 11,6%). Le taux de chômage demeure le plus faible dans la zone d'emploi de Briançon (5,6%), malgré une hausse de 0,7 point sur un an.

Ecrit par le 2 juillet 2026

Dans le détail (voir tableau ci-dessous), les zones d'emploi de Vaucluse 'trustent' le podium des mauvais élèves de la région en matière de taux de chômage. Avignon (11,60%), Bollène-Pierrelatte (10,40%) et Carpentras (10,40%) figurent aux trois premières places, juste devant Arles (9,10%). Derrière ce n'est guère plus brillant pour les bassins d'emploi d'Orange (9,30%), Cavaillon, (8,90%) et Valréas (8,60%) qui se situent tous au-dessus de la moyenne régionale...

Taux de chômage par zone d'emploi fin 2025

Zone d'emploi	Taux de chômage
Arles	9,10%
Avignon	11,60%
Bollène-Pierrelatte	10,40%
Valréas	8,60%
Aix-en-Provence	6,30%
Briançon	5,60%
Brignoles	8,90%
Cannes	7,50%
Carpentras	10,40%
Cavaillon	8,90%
Digne-les-Bains	8,20%
Draguignan	8,60%
Fréjus	9,00%
Gap	6,90%
Manosque	8,10%
Marseille	10,00%
Martigues-Salon	8,80%
Menton	6,00%
Nice	7,30%
Orange	9,30%
Sainte-Maxime	8,10%
Toulon	6,80%

Source : Insee, taux de chômage localisés.

L'emploi salarié progresse très lentement

« La faible dynamique de l'emploi suit celle de l'activité, constate par ailleurs la synthèse de l'Insee Paca. Fin 2025, 2 031 800 salariés travaillent en Provence-Alpes-Côte d'Azur, soit une hausse de 3 900 emplois en un an. La croissance de l'emploi ralentit depuis le rebond post-Covid, passant de +3,9 % en 2021 à +0,2 % en 2025. Sur le seul quatrième trimestre 2025, l'emploi est même en repli (-0,2 % par rapport au troisième trimestre 2025). Le niveau de l'emploi reste 7 % supérieur à celui de fin 2019, pré-crise sanitaire (+4,9 % pour la France hors Mayotte). Le ralentissement s'observe seulement dans le secteur privé. Dans ce secteur qui concentre plus des trois quarts des emplois salariés régionaux, le volume d'emploi n'est que de 0,1% supérieur fin 2025 à ce qu'il était fin 2024, après +0,5% l'année précédente. La croissance est de 0,4% fin 2025 dans le secteur public, comme fin 2024. En France, l'emploi salarié

Ecrit par le 2 juillet 2026

diminue sur un an (-0,2%, après +0,2% fin 2024). Dans le privé, il marque le pas (-0,3% fin 2025 après +0,1% fin 2024). Il est également moins dynamique dans le public (+0,2% fin 2025 après +0,4% fin 2024) par rapport à la région. »

Emploi salarié total en fin d'année par département et par grand secteur d'activité									
Territoire	Emploi au 31/12/2025 (en milliers)	Evolution entre 2024 et 2025							
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire marchand (en %)	dont Intérim	Tertiaire non marchand	Total	
Alpes-de-Haute-Provence	57,2	-4,9	-1,4	-2,0	-0,7	4,5	-0,4	-0,9	
Hauts-Alpes	53,4	-0,5	1,3	-0,8	1,5	-4,6	1,0	1,1	
Alpes-Maritimes	439,0	1,2	0,5	-1,4	0,5	3,5	0,3	0,3	
Bouches-du-Rhône	895,5	-1,1	-0,9	-0,6	0,5	3,3	0,8	0,4	
Var	374,3	-0,2	1,7	-2,5	-0,1	-9,5	0,3	0,1	
Vaucluse	212,4	-3,4	0,1	-2,9	-0,7	-5,7	-0,2	-0,7	
Provence-Alpes-Côte d'Azur	2 031,8	-1,8	0,0	-1,4	0,3	0,6	0,5	0,2	

Note : Données provisoires pour le dernier trimestre et révisées pour les trimestres précédents ; données CVS en fin de trimestre.
 Champ : Emploi salarié total.
 Sources : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Urssaf, Dares, Insee.

L'industrie se maintient

« Avec 172 400 salariés (hors intérim) fin 2025, soit 9% des salariés de la région, l'emploi dans l'industrie en Provence-Alpes-Côte d'Azur se maintient après huit années de hausses consécutives (+1,3% en 2024), avec un effectif comparable à celui d'il y a vingt ans. En France, l'industrie connaît une baisse des salariés de 0,5% fin 2025 après +0,4 % fin 2024. En 20 ans, l'emploi industriel a baissé de 13% en France. Les secteurs du tertiaire marchand représentent plus de la moitié de l'emploi salarié de la région. Fin 2025, en excluant l'intérim qui repart à la hausse (+0,6 %), l'emploi du tertiaire marchand progresse de 0,3%, après +0,7%. Cette croissance repose notamment sur l'hébergement-restauration (+2,2 %), les transports (+0,7%) et les services aux entreprises (+0,6%). À l'inverse, le recul important des services immobiliers (-1,6%) pèse sur l'évolution globale du secteur. »

L'apprentissage dans la tourmente

« Le tertiaire non marchand (privé et public) représente, quant à lui, un emploi salarié sur trois. Après une hausse de 0,8% fin 2024, sa progression ralentit en 2025, pour s'établir à 0,5%. Dans la construction, l'emploi salarié ne cesse de diminuer depuis 2022. Fin 2025, il baisse encore de 1,4 % après un recul de 2,2 % en 2024. En France, la diminution est similaire (-1,2% fin 2025 après -1,7% fin 2024). Enfin, l'emploi salarié dans l'agriculture, assez faible dans la région (1% de l'emploi salarié total), diminue de 1,8% cette année. »

« Traditionnel soutien de l'emploi depuis de la fin de la crise sanitaire, l'apprentissage est touché par la restriction des aides à l'embauche accordées aux entreprises. En 2025, pour la première fois depuis 2016, le nombre d'entrées en apprentissage diminue (-3,1% par rapport à 2024). Aussi, fin décembre 2025, le stock d'apprentis dans la région baisse de 1,9% par rapport à fin décembre 2024, après +4,7% un an plus tôt. Ce repli est le premier depuis les différentes réformes mises en œuvre par le Gouvernement à partir de 2019. Il est comparable à celui observé en France (-3,1%). »

Julie Argouarc'h et Corinne Roche de l'Insee Paca

Ecrit par le 2 juillet 2026

Figure 3 – Évolution des différents types d'encours entre 2024 et 2025

(en %)

Types d'encours	Provence-Alpes-Côte d'Azur	France métropolitaine hors Île-de-France	France métropolitaine
Créances commerciales	-10,4	-7,7	-1,9
Crédits à l'exportation	-5,1	-23,3	1,2
Crédits de trésorerie	-4,6	-5,1	-4,2
Crédits d'équipement	3,8	1,6	1,3
Crédits à l'habitat	3,1	1,4	1,3
Comptes ordinaires débiteurs	5,9	0,6	-1,8
Autres crédits et crédit-bail	0,1	-3,5	-5,5
Total	2,6	0,8	0,3

Source : Banque de France, centralisations financières territoriales des dépôts et crédits à fin décembre.

Les crédits bancaires augmentent à nouveau

« En 2025, l'encours total des crédits bancaires atteint 182 milliards d'euros en Provence-Alpes-Côte d'Azur, enregistrant une hausse de 2,6% par rapport à l'année précédente, indiquent Julie Argouarc'h et Corinne Roche dans leur synthèse. Cette hausse survient après un léger repli en 2024 de 0,7%, le premier depuis le début de la série il y a 15 ans. Le rebond est plus marqué que pour la France métropolitaine hors Île-de-France (+0,8%). »

« Le crédit à l'habitat des ménages constitue près des deux tiers de l'encours total. S'il pâtissait en 2024 d'un marché immobilier en berne, il repart à la hausse en 2025 (+3,1% en 2025, après -2,3% en 2024). Côté entreprises, l'encours de court terme diminue : les crédits de trésorerie qui avaient beaucoup augmenté pendant la crise Covid poursuivent leur baisse (-4,6% en 2025 après -5,5 % en 2024) tandis que les comptes débiteurs, dont les encours sont bien moindres, progressent (+5,9%, après +5,4% l'an dernier). Les crédits à l'équipement, encours de moyen terme qui représente plus d'un quart de l'encours total de la région, ralentissent par rapport à 2024 mais restent dynamiques (+3,8 % après +5,1%). Les crédits à l'exportation se replient (-5,1%) après quatre années de forte croissance (13,7% en 2024 et 22,8% en 2023). Enfin, les autres crédits et crédits-bail sont stables après une hausse notable en 2024 (+20,5%), alors que les créances commerciales poursuivent leur forte baisse (-10,4 % après -22,3%) ; ces deux types de crédit représentent moins de 0,5 % de l'encours total. Au total, les encours de crédits aux entreprises continuent de croître à un rythme un peu moins soutenu qu'en 2024 (+1,7% après +2,3%). »

Ecrit par le 2 juillet 2026

L.G.

Le Greta-CFA Vaucluse 'boost' son offre formation vers les entreprises



Le Greta-CFA Vaucluse a réuni, ce jeudi 26 mars, des entreprises du territoire à l'occasion d'un petit-déjeuner consacré au lancement de 'Boost Entreprise', une nouvelle offre de formations pensée pour répondre rapidement aux besoins en compétences.

Organisée au collège Jean Giono à Orange, cette rencontre a permis de présenter une offre centrée sur des formats courts, adaptables et directement opérationnels, conçus pour accompagner les évolutions des métiers et les enjeux de performance des entreprises locales.

« Face à des besoins de plus en plus spécifiques et à des transformations rapides des secteurs d'activité,

Ecrit par le 2 juillet 2026

Boost Entreprise propose des parcours sur mesure, en intra ou inter-entreprises, avec des groupes à taille adaptée, favorisant l'efficacité et l'ancrage des compétences », explique le Greta-CFA

Echanges directs et besoin concrets

L'événement a rassemblé les représentants de l'organisme de formation vaclusien, dont sa directrice Emmanuelle Aime, aux côtés de Florent Brillard, chef d'établissement support, et Didier Donati, président. Était également présent Laurent Lucchini, Directeur de la Région académique Provence-Alpes-Côte d'Azur à la formation professionnelle initiale, continue et à l'apprentissage (DRAFPIC).

Au-delà de la présentation de l'offre, cette matinée a surtout permis des échanges directs avec les entreprises présentes, mettant en évidence des besoins concrets en matière de formation et ouvrant la voie à de futures collaborations.

Ecrit par le 2 juillet 2026



« Renforcer les liens entre acteurs de la formation et tissu économique local. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

« Le Greta-CFA Vaucluse souligne l'importance de ces temps de rencontre pour renforcer les liens entre acteurs de la formation et tissu économique local, au service de l'emploi et du développement des compétences, insistent les organisateurs. L'établissement remercie l'équipe du Collège Jean Giono pour son accueil, ainsi que les entreprises présentes, les partenaires et les relais de communication pour leur mobilisation autour de cette initiative. »

Un acteur référence de la formation en Vaucluse

Acteur de référence de la formation professionnelle depuis plus de 40 ans, le Greta-CFA Vaucluse intervient sur l'ensemble du territoire en proposant des formations adaptées aux besoins des entreprises et des publics. Les 400 intervenants de la structure proposent près de 150 formations dans sa trentaine de sites répartis dans le département. Le Greta y forme 4 000 personnes par an avec un taux de réussite 87% et un taux d'insertion professionnelle à 6 mois de l'ordre de 74%.

L.G.

Les patrons vauclusiens ont le moral en baisse malgré l'optimisme mesuré de la Banque de France



Ecrit par le 2 juillet 2026

« Une économie entre résilience et vulnérabilités », voilà le titre de cette conférence initiée par la directrice départementale de la [Banque de France](#), [Christine Gord](#), ce jeudi 12 février, avec la Conférence économique annuelle en présence d'un parterre de décideurs réunis à la Chapelle Sainte-Praxède, siège de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat.

[Valérie Coissieux](#), la présidente des artisans qui accueillait la réunion, a rappelé que ce secteur représente « 30 000 entreprises en Vaucluse, 400 000 actifs et 20% du PIB. Mais derrière ces chiffres massifs, il y a une réalité plus fragile que nous devons regarder en face. Nous traversons une zone de fortes turbulences. D'après une enquête menée auprès de 1 700 PME réalisée l'été dernier, 39% des artisans ont vu leur activité diminuer et 56% des chefs d'entreprises estiment que leur niveau d'activité est insuffisant. »

De citer pêle-mêle : « L'inflation qui persiste et la trésorerie qui inquiète avec des délais de paiement de plus en plus longs qui pénalisent artisans et commerçants, en particulier dans le secteur du bâtiment. » La présidente de la CMA 84 a insisté : « L'an dernier en France, 66 000 entreprises ont mis la clé sous la porte. Et 2026, le chiffre risque de progresser. Et les retards de paiement plombent les entreprises. Un retard de plus de 2 mois augmente la probabilité de défaillance de 42%. Il faut renforcer les sanctions et créer un fonds d'affacturage pour protéger la trésorerie des artisans et commerçants. Autre souci, seulement, 10% des entrepreneurs envisagent de recruter un apprenti dans les mois qui viennent, alors que les jeunes sont notre avenir, c'est dire. »

Une économie qui affiche de la résistance

Place ensuite à Christine Gord pour la Banque de France et sa longue note de conjoncture pour 2025. « Entre l'ampleur du déficit public et les incertitudes politiques, globalement, l'économie demeure résistante en affichant une croissance de +0,9% et peut-être + 1% en 2026. L'inflation s'élève à 0,9% elle pourrait augmenter légèrement à 1,2% cette année et 1,7% l'an prochain. »

Elle a passé au crible les différents secteurs. À commencer par la croissance qui devrait se situer autour de +1,2% / +1,4% en Europe et autour de +0,9% / +1% en France, qui ferait bien moins que l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, les Pays-Bas. Seule la Grèce est en solde positif.

Un surendettement qui progresse

Depuis 1974 et les « Années Giscard », la France n'a plus jamais retrouvé d'équilibre budgétaire et la dette depuis la Présidentielle de 2017 est passée de 2 191Mds€ à 3 482Mds€ en 2025. Malgré le rapport Draghi qui préconise 800Mds€ d'investissement par an pour enrayer le déclin et le rapport Letta qui plaide pour une meilleure intégration des marchés, le niveau de productivité de la France affaiblit le potentiel de croissance. Quant aux Français, faute de confiance en l'avenir, ils préfèrent épargner que consommer, avec un taux de 18%.

« Grâce à la BCE (Banque Centrale Européenne, présidée par Christine Lagarde), a poursuivi la Directrice, les taux directeurs sont repartis à la baisse et ont évité la récession. 133Mds€ de crédits à

Ecrit par le 2 juillet 2026

l'habitat ont été distribués (+35%), ce qui a permis un redémarrage. Néanmoins, le surendettement progresse, +8,4% en Vaucluse (1165 dossiers) et +9,8% en France (148 014 dossiers). »

« On ne veut pas de mal aux patrons, au contraire, on est là pour les aider. »

Gérard Arnault

Place ensuite à Gérard Arnault, l'ancien président du Tribunal de Commerce d'Avignon devenu TEA (Tribunal des Activités Économiques). « Nous avons eu 749 ouvertures de procédures collectives (+5,2%), 313 redressements judiciaires (+4,7%) et 406 liquidations (+11,2%). Mais il faut que les patrons anticipent les problèmes, qu'ils viennent nous voir, on ne leur veut pas de mal, au contraire. On est là pour les aider à étaler leur dette, pérenniser leur entreprise. En plus nos échanges sont confidentiels. »

Certains secteurs s'en sortent mieux que d'autres

Christine Gord a repris la parole pour évoquer une enquête auprès de 1 542 entreprises de la Région Sud qui représentent 191 843 salariés et un chiffre d'affaires de 44Mds€. Elles représentent pour 42% l'industrie, pour 25% la construction et pour 22% les services. « À l'exception du BTP (-1,1%), les effectifs progressent et le CA aussi (+4% l'industrie, +2,2 les services et +1,1% la construction). Stabilité aussi de la rentabilité. »

Il existe aussi 7% de PME régionales (17 100) tournées vers l'international avec un CA de 77Mds€, ce qui fait de Provence-Alpes-côte d'Azur la 4e région exportatrice de France, notamment grâce à l'industrie chimique, aux huiles essentielles et au vin avec comme destinations l'Union Européenne (39%), les USA (8%) et les Pays du Maghreb (7%).

Un chiffre d'affaires qui progresse en Vaucluse

Chiffres sur lesquels est revenu le directeur départemental des Finances Publiques, [Michel Laffitte](#). « En 2024, la Région a vu le CA progresser de +5,4% (notamment grâce aux transports et à une entreprise qu'il n'a pas citée mais qui pourrait être la CMA-CGM...) pendant que le Vaucluse régressait à -1,1%. » Mais en 2025, performance des Vauclusiens, +3,4% devant la Drôme (+3%) et le Gard (+2,7%), avec en tête le commerce (43%), puis l'industrie manufacturière, notamment l'agro-alimentaire (19%), la construction (10%), les transports (6%) et enfin l'hôtellerie, la restauration, le tourisme (3%).

Quant à l'évolution des investissements, la tendance est à la hausse, +6,4% en 2025 en Vaucluse, face à +1,2% pour la Drôme et -2,2% pour le Gard. Le meilleur chiffre mis en valeur par Michel Laffitte étant celui du commerce extérieur de Vaucluse, +11,6%, soit 1,9Mds€, ce qui apporte un peu d'espoir dans cette morosité ambiante. Il a aussi parlé des délais de paiement « préoccupants » et évoqué la facturation

Ecrit par le 2 juillet 2026

électronique qui va entrer en vigueur dès septembre qui va diminuer les coûts et accélérer le paiement des factures.

« Sur le terrain, la situation se dégrade »

Pour [Denis Duchêne](#), vice-président de la [CPME 84](#), « heureusement il y a eu le dispositif Jeanbrun pour l'investissement locatif collectif, la rénovation et la transition énergétiques, le maintien du Pacte Dutreil indispensable à la transmission des TPE-PME familiales, malgré son durcissement. En revanche, nous attendons toujours une clarification du régime fiscal des auto-entrepreneurs, essentielle pour sécuriser les parcours de création sans générer de concurrence déloyale. »

« Chaque embauche est un risque pour nos entreprises »

Denis Duchêne

Il a précisé : « Sur le terrain, la situation se dégrade, +5,48% procédures collectives, coût du travail toujours trop élevé, emploi toujours en recul avec 3,35M de demandeurs d'emplois en catégorie A. Chaque embauche est un risque pour nos entreprises. À l'approche des élections, j'appelle les candidats à placer l'entreprise, l'emploi, l'attractivité du territoire au cœur de leurs priorités et je rappelle l'importance stratégique de la DSP de l'aéroport d'Avignon Provence pour le développement économique local. » Denis Duchêne a conclu : « Vous pouvez compter sur la résilience, l'énergie et la ténacité des chefs d'entreprise. La CPME restera pleinement mobilisée en 2026 et au-delà. »

Les chantiers de BTP en net recul

Au nom de la [CAPEB](#) (les artisans du BTP), [Philippe Herzog](#), patron de la plomberie Herzog, créée en 1944, a évoqué des bilans négatifs depuis des mois voire des trimestres dans ce secteur. « Ni amélioration, ni rebond. Dans notre département, les entreprises artisanales représentent 99% des entreprises du bâtiment, elles génèrent près de 2Mds€. Mais les mises en chantier subissent un net recul (30%) et les réservations de logements neufs aussi, -26,7%. Tassement également pour les rénovations avec des coups de rabot sur les aides, la Prime Rénov interrompue avant d'être relancée. Les matières premières chez Saint-Gobain et Point P ont flambé de +5 à +7%. Peut-on en dire autant des revenus des ménages? Les défaillances ont bondi de +22,9% au 2e trimestre 2025. Malgré tout je garde espoir qu'après la crise, on revienne à la normale. »

Enfin Daniel Léonard, le président de [Fédération du BTP 84](#) qui a présenté [ses vœux dans les locaux flambant-neufs](#) de la Fédération à Agroparc a répété les tendances négatives : -30% de chantiers, -4,2% de salariés, départs à la retraite non compensés. Avec les élections, un an avant les commandes ont été gelées et maintenant il faut attendre le résultat des scrutins dans les communes et les communautés d'agglomération, ce qui va encore prendre un an... donc peu de visibilité avant longtemps. »

Ecrit par le 2 juillet 2026

Heureusement, sont en cours les chantiers du Conseil Départemental au Carrefour de Bonpas, à Orange avec la déviation de la RN7 et la création du Pôle Patrimoine Memento qui donnent du travail aux salariés du BTP.

Avant de clore cette Conférence économique, alors que se succèdent les crises (COVID, guerre en Ukraine, aléas climatiques, flambée du coût de l'énergie et des matières premières, inflation, montée du chômage...) les différents intervenants ont évoqué le stress des entrepreneurs, la dépression des uns, le burn-out des autres et ils ont tous mis en avant le travail bienveillant et humain d'APESA (Aide Psychologique aux Entrepreneurs en Souffrance Aiguë). Un dispositif gratuit et confidentiel qui leur tend la main. Il repose sur des psychologues et des sentinelles qui détectent les situations de souffrance et prennent en charge les patrons épuisés, au bord du gouffre, pour leur éviter le pire.

La Provence met l'économie du Vaucluse à l'honneur



Nos confrères du quotidien [La Provence](#) viennent d'organiser l'édition 2025 [des trophées de](#)

Ecrit par le 2 juillet 2026

L'économie. En Vaucluse, l'événement, dont c'était le 30^e anniversaire, s'est déroulé à l'espace Jean-Laurent du centre des congrès du Palais des papes. Lors de la cérémonie animée par [Olivier Biscaye](#), directeur de la rédaction, et destinée « à récompenser les forces vives du tissu économiques du département » six prix ont été remis à des entreprises vauclusiennes.

Premier lauréat distingué : la société de transport carpentrassienne et l'isloise des [Voyages Arnaud](#) représentée par [Bruno Lebkiri](#), responsable d'exploitation. Ce dernier a reçu le prix de 'la Prévention routière' des mains de [Laurence Derrien](#), directrice de la communication de la Sécurité routière.

Ensuite, ce sont [Thomas Fattore](#) et [Guilain Yvon](#) les deux ingénieurs co-fondateurs de l'entreprise [Lium](#) qui ont obtenu le prix 'PME en croissance'. La jeune société basée sur la zone d'activité de l'aéroport d'Avignon a conçu des petits dirigeables qui permettent notamment la surveillance de site sensible ainsi que la prévention des incendies. C'est l'avignonnais Cyrille Peylhard, vice-président du Conseil régional de l'ordre des experts comptables de Provence-Alpes-Côte d'Azur qui leur a remis leur trophée.



Les pépites de l'économie de la région dans un hors-série spécial

En parallèle de la cérémonie ses Trophées de l'économie, La Provence a également édité un hors-série spécial de 154 pages. Dans ce magazine, disponible chez les marchands de journaux du département, vous retrouverez l'ensemble des lauréats vauclusiens ainsi que le palmarès des 1 400 sociétés leaders de la région. Plusieurs dossiers et témoignages de partenaires complètent cette édition spéciale entreprise

Ecrit par le 2 juillet 2026

2025.

[Gilles Crest](#), responsable de la communication [du groupe Orano à Tricastin](#) a pris le relais pour décerner le trophée 2025 de 'L'innovation'. Un prix attribué à [Jean-Baptiste Petricoul](#), fondateur et dirigeant de [Virgo Move](#), une start-up avignonnaise spécialisée dans la fabrication d'articles de sport adaptés aux nouvelles mobilités électriques (vélo et trottinette) notamment des casques intégraux pour les cyclistes. En plein essor, ses produits ont été référencés au printemps dernier sur le site internet de [Décathlon](#).



Gilbert Marcelli, président de la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse, a remis le trophée 'Transition écologique' à Emmanuelle Sokolowski. Crédit : Jérôme Rey-La Provence

Dans la catégorie 'Transition écologique', c'est [Gilbert Marcelli](#), président de [la Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse](#), qui a donné le trophée de La Provence à [Emmanuelle Sokolowski](#). Fondatrice en 2016 de la marque de prêt-à-porter de grande taille [Almé](#), l'entrepreneure réalise aujourd'hui un chiffre d'affaires de 12M€ et emploie 35 personnes. Grâce à son système de pré-commande, la société dispose d'un stock résiduel inférieur à 5%, limitant ainsi les stocks inutiles.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Régis Mathieu et son épouse Hélène (à gauche) reçoivent le trophée 'Artisanat, savoir-faire et patrimoine' des mains de Georges Linarès, président d'Avignon Université. Crédit : Jérôme Rey-La Provence

Côté 'Artisanat, savoir-faire et patrimoine', c'est [Inès Mathieu](#), représentée pour l'occasion par son père [Régis Mathieu](#) accompagnée de son épouse [Hélène](#), qui obtient ce prix pour l'entreprise [Mathieu Lustrerie](#) basée à Gargas. Une distinction remise par [Georges Linarès](#), président d'Avignon Université.

Ecrit par le 2 juillet 2026



Adrien Berto (à droite), lauréat du trophée du 'Manager de l'année', en compagnie de Jimmy Mélinard, directeur général adjoint de la Cepac. Crédit : Jérôme Rey-La Provence

Enfin, le trophée du 'Manager de l'année' a été décerné à [Adrien Berto](#). Dirigeant [du groupe familial Berto](#) spécialisée dans la location de véhicules industriels avec ou sans conducteur, il est à la tête de cette entreprise fondée en 1963 par son grand-père dans la zone de Courtine à Avignon. Désormais devenue une ETI (Entreprise de taille intermédiaire), le groupe compte aujourd'hui 6 000 collaborateurs réalisant un chiffre d'affaires de l'ordre de 540M€. Un prix reçu des mains de [Jimmy Mélinard](#), directeur général adjoint de [la Cepac](#) (Caisse d'Épargne Provence Alpes Corse).

L.G.

Ecrit par le 2 juillet 2026



La génération engagée dynamise le Vaucluse

Lors de cette soirée pleine « d'ondes positives » selon Olivier Biscaye, La Provence a aussi souhaité honorer 20 jeunes entrepreneurs vauclusiens : une 'génération engagée' qui, par ses initiatives, dynamise son territoire.

Des prix notamment remis par [Mélanie Ferhallad](#), cheffe de l'édition Vaucluse de La Provence, et [Philippe Méron](#), directeur départemental adjoint du 1^{er} quotidien vauclusien, aux différents lauréats :

- [Nina Lausecker](#), co-fondatrice de [Lökki Kombucha](#) à Cavaillon,
- [Awen Franceschi](#), meilleure apprenti cuisinier de France 2024 formée à l'école hôtelière d'Avignon,
- [Cindy Cog](#), dirigeante du centre de valorisation des déchets verts [Alcyon](#) à Bollène,
- [Samuel Marc](#), président l'entreprise de revalorisation de fruits déclassés [Fénix Évolution](#) située à Gargas,
- [Julien Allano](#), chef du restaurant étoilé [JU-Maison de cuisine](#) à Bonnieux,
- [Vincent Chabbert](#), fondateur de la plateforme de co-transportage de colis entre particuliers [Tut tut](#) à Avignon,
- Yassin Chtatou, champion de kickboxing et créateur du [Chtatou fight club](#) à Bollène,
- Virginie et [Mickaël Limongi](#), créateur de [LJ Trucks](#) dans la zone d'Agroparc à Avignon,
- [Timothée Gamonet](#), créateur de [Vélo gambade](#) à Avignon,
- [Fleur Masson](#), fondatrice et dirigeante de biscuiterie solidaire [Le Beau geste](#) au Thor,
- [Stéfan Ré](#), co-créateur de la start-up [Entent](#) et aujourd'hui directeur d'agence [du groupe Ecia](#) à Bollène (il est aussi président des [Entrep' Vaucluse](#)),
- [Florian Reymond](#), restaurateur, caviste et entrepreneur de 4 établissements à Avignon,
- [Frédéric Ménard](#), boucher et tripier 'Chez Fred ' aux Halles d'Avignon,

Ecrit par le 2 juillet 2026

- [Simon Lillamand](#) et sa colonne de douche innovante [Opty-O](#) permettant de faire des économies d'eau. La société est hébergée à la pépinière d'entreprise Créativa à Avignon,
- [Marie Liotté](#) et Fabienne Liotté, un duo mère-fille créatrice en 2021 à Carpentras de [Télito](#) une marque de chaussures barefoot (imitant la marche pieds nus) en matière recyclées et recyclables,
- [Gaëlle Maheo](#), fondatrice de [Honey Shot](#) avec son entreprise [Prizius](#) à Agroparc,
- [Fanny Vayson](#), œnologue maître-assembleur du [whisky](#) du [Château du Barroux](#),
- [Vincent Gounon](#) et [Pierre-Baptiste Hervé](#) de [l'Atelier de la Boiserie](#) à Gargas,
- [Tristan Bauduin](#) et [Olivier Lucas](#), les patrons d'[Azuvia](#), le spécialiste des solutions écologique pour le traitement des eaux basé à Morières-lès-Avignon,
- et [Jéréemie Ginart](#), président de [Relais vert](#) à Carpentras.

Photo : Les Lauréats vauclusiens de la 'génération engagée' » (Crédit : Jérôme Rey-La Provence)



En plus de la cérémonie des 30e Trophées de l'économie, La Provence a sorti un hors-série spécial de 154 pages.